

## COMMUNIQUE de PRESSE

La rentrée aux Chantiers a débuté lundi 20 août dans un contexte bien triste, très peu de salariés ont repris le travail, beaucoup sont invités à rester à la maison au chômage partiel pour une, deux voir trois semaines. Les secteurs concernés sont principalement les ateliers de production ou les portes sont closes !

Un Comité d'Entreprise s'est tenu ce jeudi 23 août, la Direction des Chantiers a présenté le planning de chômage pour les mois de septembre et octobre.

19625 jours de chômage sont prévus toutes catégories confondus.  
10963 jours pour les ouvriers soit en moyenne 14 jours par salariés.  
7787 jours pour les ATAM soit en moyenne 10 jours par salarié.  
875 jours pour les Cadres soit en moyenne 2 jours par salarié.

L'amplitude du chômage augmente considérablement, en effet durant la période d'avril à mi août, le nombre de jours de chômage partiel s'élevait au total à environ 8924 jours, c'est aujourd'hui une augmentation de 55% de chômage partiel imposé aux salariés !

**Pour la CGT, cette situation est extrêmement inquiétante.**

Mais que font la Direction des Chantiers et L'ÉTAT actionnaire ?

Alors que centaines d'emplois dans la sous traitance ont disparu depuis plusieurs mois, que le chômage partiel grimpe sans cesse pour les salariés STX, les conséquences sociales pour des milliers de foyer sont considérables, c'est une catastrophe pour l'économie locale et au-delà.

- Une politique industrielle à l'abonnée absente ! :

La sauvegarde de la Navale reste posée, la Direction comme l'État actionnaire ne montre aucun signe concret en matière de politique industrielle, et pourtant il y a URGENCE !

La CGT attend des actes concrets en matière de commandes à l'image des projets pour la SNCM concernant la construction de ferries.

- Se mobiliser avec les salariés :

Dans ce contexte alarmant, l'intervention des salariés par la mobilisation se doit d'être construite à court terme, afin de bousculer et exiger de la part de la Direction STX, de L'État de véritables engagements qui consistent à pérenniser la construction navale de Saint-Nazaire et de Lorient.

Des milliers d'emplois sont concernés, il faut, pour la CGT refuser cette casse orchestrée !

Notre syndicat va travailler rapidement sur cette question incontournable.

Pour la CGT : Joel CADORET.